

LE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS DE LANGUE OFFICIELLE

L'appui du gouvernement fédéral au développement des minorités de langue officielle au Canada est important pour une très forte majorité de la population canadienne. Tels sont les résultats d'un sondage Angus Reid rendu public dans le cadre de la 18e Assemblée générale annuelle de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), en juin dernier.

En effet, 68 p. 100 des Canadiens interrogés sont d'accord sur le fait que le gouvernement fédéral devrait appuyer le développement des minorités de langue officielle au Canada. Par région, le sondage révèle aussi de fortes majorités de personnes en accord : Atlantique: 76 p. 100; Québec: 87 p. 100; Ontario: 64 p. 100; Manitoba et Saskatchewan: 64 p. 100; Colombie-Britannique: 56 p. 100. Seule la population albertaine est divisée sur le sujet avec 47 p. 100 en accord et 48 p. 100 en désaccord.

Une majorité des répondants (62 p. 100) sont également d'accord sur l'affirmation «Avoir des communautés francophones partout au Canada représente un grand avantage pour le Canada». De plus, 58 p. 100 sont en accord avec l'idée que «le gouvernement fédéral devrait offrir des services en français et en anglais partout au pays».

Par ailleurs, le sondage indique que plus des trois-quarts (77 p. 100) de la population québécoise croient fortement que le gouvernement du Québec devrait appuyer le développement des minorités francophones vivant à l'extérieur du Québec.

Le sondage a été effectué par entrevues téléphoniques auprès de 1 501 Canadiens, du 15 au 21 mai 1993. Un échantillon de cette taille est précis à 2,5 p. 100 près, 19 fois sur 20.

Marie-Hélène Bergeron
Secrétaire administrative Région Amérique de l'AIPLF